

UGECAM PACA CORSE

42 boulevard de la Gaye 13 009 Marseille



Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

**« Approvisionnement en gaz
propane et services associés pour le
centre de coordination à Briançon »**

Lot n° 2

Contenu

1	SOMMAIRE.....	2
2	GENERALITÉS	3
2.1	OBJET DU MARCHÉ	3
2.1.1	OBJET DU MARCHÉ	3
2.1.2	MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT.....	3
2.2	REGLEMENTATION	3
3	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	4
3.1	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DU CENTRE DE COORDINATION A BRIANCON	4
3.2	CONSOMMATIONS DU CENTRE DE COORDINATION A BRIANCON.....	5
4	PRESTATIONS A REALISER.....	5
4.1	FOURNITURE DE GAZ PROPANE.....	5
4.1.1	QUALITE	5
4.1.2	LIVRAISONS	6
4.2	FOURNITURE DES CITERNES ET DISPOSITIFS ASSOCIES	6
4.2.1	CITERNES	6
4.2.2	DISPOSITIF DE RELEVÉ	7
4.2.3	COMPTAGE	7
4.2.4	DONNEES DE SECURITE	7
4.2.5	MISE EN PLACE	7
4.2.6	ENLEVEMENT DE LA CITERNE ET REPOMPAGE.....	7
4.2.7	LIMITE DE PRESTATIONS	8
4.3	MAINTENANCE ET DEPANNAGE.....	8
4.3.1	MAINTENANCE DES ELEMENTS DE STOCKAGE	8
4.3.2	MAINTENANCE DU RESEAU	8
4.3.3	DEPANNAGE ET ASTREINTE	9
5	CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
5.1	SECURITE	9
5.2	OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS	9
5.2.1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
5.2.2	RESPONSABILITE GENERALE DU TITULAIRE	11
5.3	CONTROLE DES PRESTATIONS	12

2 GENERALITÉS

2.1 OBJET DU MARCHE

2.1.1 OBJET DU MARCHE

L'UGECA PACA-CORSE se compose de 26 établissements de soins développant soit des activités de soins de suite et de réadaptation fonctionnelle soit des activités médico-sociales orientées sur la prise en charge des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Le présent CCTP a pour objet :

- **la fourniture de gaz propane et services associés de mise à disposition de citernes et exploitation/maintenance du réseau, pour le centre de coordination à Briançon.**

2.1.2 MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre de coordination prend en charge des travailleurs handicapés dans son Centre de réorientation et de son Unité d'Evaluation, de Réentraînement et d'Orientation sociale et/ou Professionnelle pour traumatisés crâniens et cérébro-lésés. Le Centre de Coordination Rhône-Azur dispose d'un Centre de Pré Orientation proposant un internat, un semi internat ou un externat pour un agrément de 30 places. L'UEROS quant à elle, dispose d'un agrément de 10 places en internat, semi-internat ou en externat.

2.2 REGLEMENTATION

- ✓ Arrêté du 30 juillet 1979, relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.
- ✓ Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations, et l'arrêté du 24 juin 2014 modifiant l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.
- ✓ Règlement de sécurité du 23 mars 1965 & celui du 25 juin 1980 modifié. En 2000, la parution des dispositions relatives à la sécurité incendie des installations de chauffage, ventilation, installation d'eau chaude sanitaire, enrichies par les questions des professionnels du bâtiment et l'évolution des moyens de mise en œuvre, ont fait évoluer le règlement de sécurité des ERP.
Le règlement de sécurité comprend 4 livres. Le chapitre VI du Titre 1 du Livre 11 traite des installations au gaz et aux hydrocarbures liquéfiés, ERP du premier groupe, dans les articles GZ. Les articles GZ du règlement de sécurité ont été complétés et modifiés en dernier lieu par l'arrêté du 23 janvier 2004.
- ✓ Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) pour les installations mises en place dans des établissements recevant du public.

La liste ci-dessus est indicative, et non exhaustive, étant entendu que les textes et règlements applicables sont ceux à la date de la soumission.

Dans le cas de textes qui apparaîtraient « après soumission », et qui seraient applicables sur les travaux envisagés, le titulaire devra le signaler au maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

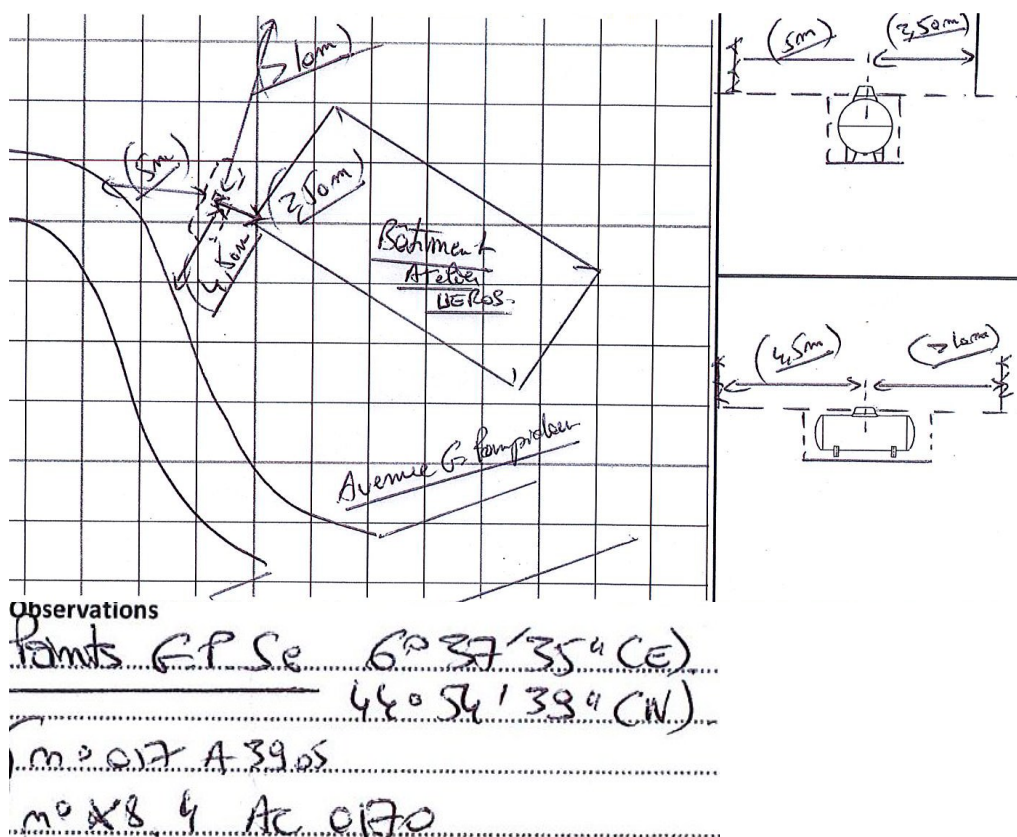
Dans ce seul cas, les frais de mise en conformité découlant d'un texte non publié et non connu à la date de la soumission, et avant signature du Marché sont à la charge du maître d'ouvrage. Toute installation reconnue non conforme à la réglementation sera totalement refusée.

3 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

3.1 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DU CENTRE DE COORDINATION A BRIANCON

Adresse : Atelier Ueros - 6 avenue Georges Pompidou 05 105 Briançon
L'installation est composée d'un réservoir enterré d'1,75 T.





3.2 CONSOMMATIONS DU CENTRE DE COORDINATION A BRIANCON

Le bâtiment ayant fortement diminué son activité, la consommation estimative est de 2.72 T / an. Ces éléments sont donnés à type informatif, et sont non contractuels.

4 PRESTATIONS A REALISER

Il est demandé au prestataire d'assurer :

- la fourniture de gaz propane liquéfié des sites visés par le présent marché
- la fourniture des citernes
- la maintenance du réseau et l'astreinte et dépannage en cas de panne/fuite

4.1 FOURNITURE DE GAZ PROPANE

4.1.1 QUALITE

Le titulaire devra assurer la fourniture de Gaz propane liquéfié tout au long de la durée du marché.

Le gaz liquéfié fourni doit être adapté et homologué pour l'utilisation à laquelle il est destiné et sa qualité conforme à la législation et à la réglementation en vigueur.

Il ne doit présenter aucun résidu de produits de traitement susceptibles de provoquer des intoxications chez les personnes l'utilisant.

Les bénéficiaires se réservent le droit de faire vérifier la qualité du gaz fourni. Les frais de contrôle sont pris en charge par les bénéficiaires.

4.1.2 LIVRAISONS

Le titulaire s'engage à assurer sa prestation tout au long de la période contractuelle, sans interruption. L'exécution normale des prestations dans les délais prévus ne saurait être interrompue pendant les périodes de congés. Quel que soit l'empêchement, le titulaire doit proposer une solution de remplacement afin d'accomplir les prestations demandées et afin d'éviter toute rupture de stock. Les livraisons doivent impérativement intervenir du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h, **après prise de rdv (ou information) auprès des référents techniques des sites.**

Continuité de la fourniture (télé-jaugeage) :
--

S'agissant d'une obligation de résultat et compte-tenu de la présence de systèmes de télé-jaugeage, il appartient au titulaire du marché de provoquer les livraisons.

Le seuil d'alerte de la livraison est fixé à 35 % de la capacité de la cuve et la livraison doit être effectuée impérativement avant l'atteinte des 20 % de la capacité de la cuve.

En cas d'urgence suite à un défaut de télé relève, le titulaire sera tenu de livrer dans un délai de 24 heures après réception de la commande (envoyé par fax ou courriel).

Dans le cas de commande hors déclenchement automatique et non urgente (cas exceptionnels) le délai maximal de livraison imposé par l'Ugecam Paca Corse est de 5 jours ouvrés à compter de l'appel téléphonique de l'Ugecam Paca Corse, confirmé par télécopie ou par mail contre AR.

En cas de non-respect des délais de livraison/intervention, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu pour responsable du dysfonctionnement suite au manque de gaz dans la cuve.

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison daté et numéroté qui indiquera précisément la nature, la quantité et température de combustible livré ainsi que le lieu. Un exemplaire de ce bon de livraison sera remis au réceptionnaire de la livraison (service technique). Une copie du bon conservé par le titulaire pourra être demandée au titulaire par les services techniques.

4.2 FOURNITURE DES CITERNES ET DISPOSITIFS ASSOCIES

4.2.1 CITERNES

Le titulaire retenu sera propriétaire de la citerne. Celle-ci sera mise à la disposition du maître d'ouvrage le temps du contrat de fourniture de propane en échange d'un abonnement mensuel.

Le titulaire devra prévoir :

- La fourniture et pose d'une citerne dont la capacité est à adapter à la consommation des bâtiments.
- La fourniture et mise en œuvre d'un dispositif de lestage ou d'ancrage de la cuve gaz.

Le dimensionnement du dispositif de lestage ou d'ancrage de la cuve gaz est à la charge du titulaire du marché. **La citerne sera positionnée en lieu et place des zones réservées à son emplacement actuel (attention : enterrée)**

Le titulaire est tenu de respecter toutes les dispositions résultant des lois, décrets et arrêtés en vigueur, ainsi que celles qui découlent des règles de l'art.

Le titulaire devra signaler à la maîtrise d'Ouvrage toutes non-conformités ou vétustés qu'il pourrait constater.

Le titulaire se chargera de la mise en place de la cuve et de sa mise en service. La prestation comprend la mise en œuvre du raccordement aux alimentations existantes de la cuve vers les équipements de chaufferie.

Le titulaire précisera dans son offre le délai des différentes étapes depuis la phase études à la mise en service.

Le pouvoir adjudicateur autorise la remise d'une variante en achat de citerne
--

4.2.2 DISPOSITIF DE RELEVÉ

Le titulaire doit prévoir obligatoirement la fourniture d'un service de télémesure du niveau de la citerne de propane. Il permettra au titulaire d'anticiper les livraisons à prévoir.

4.2.3 COMPTAGE

Le titulaire doit prévoir obligatoirement la fourniture d'un compteur en amont du réseau afin comptabiliser la consommation. Il permettra au client d'avoir un suivi de sa consommation de gaz

4.2.4 DONNÉES DE SÉCURITÉ

Le titulaire devra fournir toutes les fiches de données de sécurité, ainsi que la réglementation d'implantation de citernes.

4.2.5 MISE EN PLACE

Attention : A la notification du marché le titulaire devra se mettre en relation avec le prestataire sortant qui détient actuellement le contrat de location des cuves pour convenir d'une date commune pour la dépose des anciennes installations et la pose du nouveau matériel.

Nota : Aucune interruption du service ne pourra être acceptée, les nouvelles cuves devront être posées dans un délai maximal de 2 mois suivant la notification. Le retrait et la pose de chaque moyen de stockage s'effectue le même jour.

Une visite est effectuée préalablement à la mise en place.

4.2.6 ENLEVEMENT DE LA CITERNE ET REPOMPAGE

Le titulaire s'engage à assurer à ses frais la reprise des moyens de stockage :

- en cours de marché en cas de défectuosité ;
- en cours de marché en cas de suppression du point de livraison ;
- en fin de marché, et dans une limite de 2 mois maximum, et après concertation du repreneur.

Au moment du retrait d'une citerne, le gaz liquéfié restant fait l'objet d'un pompage par et à la charge du loueur. Un constat contradictoire signé du titulaire (ou son représentant) et du correspondant local est établi afin de constater la quantité pompée.

Les quantités ainsi identifiées font l'objet d'un titre de perception établi au prix € TTC de la tonne payée lors de la dernière livraison selon la réglementation en vigueur.

4.2.7 LIMITE DE PRESTATIONS

Le titulaire inclus dans son offre et est responsable de l'ensemble des équipements, concourant au stockage, jauge, sécurité et jusqu'aux raccords (raccords inclus) aux réseaux d'alimentation vers les chaufferies.

Les éventuels grillages et portes de la zone réservée sont à la charge de l'Ugecam Paca Corse.

4.3 MAINTENANCE ET DEPANNAGE

4.3.1 MAINTENANCE DES ELEMENTS DE STOCKAGE

Le prestataire doit l'entretien et les vérifications périodiques réglementaires de la citerne de stockage et éléments associés. Il effectue les opérations imposées par la réglementation en vigueur (arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples).

Le titulaire fournira à l'issue de l'inspection un certificat de visite récapitulatif des opérations effectuées.

Le titulaire devra rendre **à chaque date d'anniversaire** un rapport détaillé indiquant :

- La consommation de la cuve (suivi des consommations/livraisons)
- Un état complet des installations (maintenance préventive et curative).

4.3.2 MAINTENANCE DU RESEAU

Le titulaire assurera la maintenance des réseaux.

Un réseau est entendu comme comprendre notamment les conduites de distribution, le poste de détente, les organes de coupure, les branchements, ainsi que les accessoires et incluent ceux destinés à l'alimentation directe, situés :

- Entre le premier organe de coupure, cet accessoire étant inclus, situé en aval du poste de livraison
- Et l'organe de coupure mentionné à l'article 1er de l'arrêté du 2 août 1977 ou de l'organe de coupure des installations non soumises aux dispositions dudit arrêté.

Les exigences contractuelles relatives à la maintenance et à l'entretien de la canalisation réseau sont définies dans l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié.

Le remplacement des pièces non associées à la location des éléments de stockage seront facturés suivant devis, mentionnant le prix de la pièce et la main d'œuvre incluant le déplacement.

4.3.3 DEPANNAGE ET ASTREINTE

Le titulaire assurera les dépannages et sécurité des cuves et de leurs équipements (gratuitement 7jours /7 et 24h/24).

Il devra intervenir dans le délai contractuel (fixé par la réponse du candidat) en cas de panne majeure.

5 CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 SECURITE

La grande majorité des établissements recevant du public le titulaire doit respecter scrupuleusement les textes relatifs à l'exécution des travaux d'entretien en présence du public.

Toutes les autres prestations d'entretien courant et de gros entretien ne présentant pas de risques particuliers doivent être exécutées en accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur l'application rigoureuse des prescriptions suivantes :

- dans tous les cas, le titulaire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité des chantiers et la protection de l'environnement ; notamment, il doit, à tout moment, avoir à sa disposition effective sur les chantiers tous les moyens que nécessite le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Le pouvoir adjudicateur pourra suspendre tout travail qui serait entrepris dans des conditions de sécurité insuffisantes. Le titulaire ne pourra alors reprendre les travaux qu'après justification du respect des conditions de sécurité. Dans ce cas, le titulaire supportera toutes les conséquences de cette suspension (pénalités pour retard, révision de prix).

Si des prestations ne peuvent être interrompues, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de pourvoir aux frais du titulaire, sur-le-champ et sans mise en demeure, aux mesures que ce dernier négligerait de prendre en application des alinéas précédents.

Ces mesures seront prises sans préjudice des sanctions prévues par le cahier des clauses administratives générales et des poursuites dont le titulaire serait passible.

5.2 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS

5.2.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent CCTP et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, pour les installations, tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions et l'obtention des résultats. A cet effet, et notamment pour garantir une parfaite connaissance des techniciens des installations de son parc, le pouvoir adjudicateur exige que l'ensemble des actions de maintenance décrites dans le présent CCTP soit réalisé par une équipe de techniciens compétents, placée sous la responsabilité d'un correspondant unique.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP ou tous les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimaux ; ils ne sont pas limitatifs, en particulier en ce qui concerne la maintenance curative et les interventions d'urgence.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière. Il met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles à l'accomplissement de ses missions.

Le titulaire apporte toutes les solutions aux défaillances constatées dans les délais fixés à l'accord-cadre.

Le titulaire doit entretenir les installations qui lui sont confiées comme suit :

- Le titulaire est réputé connaître parfaitement les installations qu'il prend en charge. En conséquence, il renonce à faire état des difficultés provenant de la qualité et de la technologie du matériel et d'éventuelles difficultés d'interventions liées à la mise en œuvre d'outils spécifiques nécessaires aux opérations de dépannages et de maintenances des dites installations.
- Le titulaire assure les prestations de maintenance préventive et corrective palliative des éléments mis à disposition, dispositifs associés et du réseau pendant la période fixée au présent marché. Ces obligations sont remplies dans les conditions fixées au chapitre II du présent C.C.T.P.
- Le titulaire est tenu d'assurer la continuité du service public.
- Le titulaire est tenu de prévenir l'acheteur de tout arrêt d'exploitation des services quelle qu'en soit la cause.
- Dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre serait dans l'impossibilité d'assurer ses prestations dans les délais contractuels, des pénalités de retard lui seront appliquées après mise en demeure préalable.
- Si après application des pénalités de retard, le titulaire ne remédie pas à la situation, l'acheteur pourra recourir à des tiers de son choix pour faire exécuter tout ou partie des missions du titulaire, jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'y pourvoir en conformité avec le présent cahier des charges. Le coût du service ainsi mis en place est à la charge du titulaire, sauf en cas de force majeure. Aucune indemnité ni rémunération ne sera alors due au titulaire.
- En cas de force majeure, l'acheteur mettra en œuvre un service de remplacement lorsqu'il le jugera nécessaire, en concertation avec le titulaire.
- Le titulaire exerce son activité à ses risques et périls. A ce titre, il assume la totalité des risques liés à l'exploitation de son activité, à sa présence, ou à celle de ses collaborateurs permanents ou occasionnels, y compris ses sous-traitants.
- Le titulaire est donc responsable des dommages de toute nature corporelle, matérielle et immatérielles, consécutifs ou non consécutifs qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre, seraient causés la personne publique ou aux tiers, y compris pour les dommages subis par les locaux occupés pour les besoins de la prestation.
- Le titulaire fournit à ses frais l'outillage, les ingrédients et les additifs nécessaires ainsi que les moyens matériels (échafaudage, nacelle ...) à l'exécution du marché, et ce sans limitation de montant.
- Le titulaire prend à sa charge l'élimination de tout déchet issu de ses opérations d'entretien sur les matériels. Dans le cas où certain matériel nécessite un traitement spécifique, le titulaire devra fournir les documents de traçabilité correspondant.
- Le titulaire procède à l'élimination de tous déchets d'activités selon des filières adaptées en favorisant la valorisation matière. La valorisation énergétique peut également être utilisée lorsque la valorisation matière n'est pas envisageable. Le titulaire assure la traçabilité de l'élimination des déchets. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une copie des bordereaux de suivi des déchets (BSD) et/ou tous les éléments de traçabilité réglementaires. Un bilan annuel sera communiqué au pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'élimination des déchets. Ce bilan mettra en évidence, par typologie de déchets, les quantités valorisées selon le type de valorisation. Il convient de délivrer de façon obligatoire et annuellement le bilan carbone de l'entreprise et le plan d'action annuel. Le prestataire s'assure par ses actions d'une diminution réelle et progressive de ses émissions de gaz à effet de serre.
- Le titulaire devra être en possession des outils spécifiques de programmation et de recherche de panne des différentes armoires de commandes afin de pouvoir assurer les opérations d'entretien

et de dépannage. Dans le cas où il ne disposerait pas de ces outils pour intervenir et qu'il fait appel aux constructeurs, l'intégralité de la prestation du constructeur sera à la charge du titulaire.

- Le titulaire doit signaler par écrit au pouvoir adjudicateur les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du pouvoir adjudicateur et la non-exécution des prestations nécessaires à la prévention

5.2.2 RESPONSABILITE GENERALE DU TITULAIRE

Dans le cadre des maintenances préventive et corrective, les objectifs en termes de résultat consistent à :

- ✓ garantir en permanence le bon fonctionnement des installations,
- ✓ optimiser la maintenance préventive pour assurer qualité et continuité de service, et performance des installations,
- ✓ limiter les gênes et ne pas entraver l'exploitation normale du site,
- ✓ maintenir les niveaux de performance et durabilité des équipements et systèmes,
- ✓ respecter les délais d'intervention, dépannage et remise en état

A défaut de pouvoir remettre en service les installations même en mode dégradé pour une cause qui ne lui serait pas imputable (indisponibilité d'une pièce...), le titulaire :

- ✓ transmettra un justificatif du fournisseur attestant de cette indisponibilité ;
- ✓ conseillera le service bénéficiaire sur les solutions alternatives à envisager, ces dernières étant à charge du service bénéficiaire.

Le service bénéficiaire :

- ✓ sera informé par le titulaire de toute intervention qui nécessiterait un délai particulier (approvisionnement de pièces, notamment) ;
- ✓ jugera du bien fondé du dépassement des délais normaux d'intervention. En cas de manquement constaté du titulaire, les pénalités contractuelles pourront être appliquées.

Par ailleurs :

- ✓ Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien.
- ✓ Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosions, vols ou dégâts des eaux) découlant de l'exploitation qui lui est confiée. A cet effet, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations de maintenance, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.
- ✓ Sont exclus de sa responsabilité, sous réserve de preuves apportées par le titulaire, les dommages dus à l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu la possibilité d'empêcher.
- ✓ Si les installations visées par le marché, cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler au pouvoir adjudicateur, laquelle est tenue d'y porter remède aussi rapidement que possible.
- ✓ Aucune sous-traitance partielle ou totale du contrat d'entretien n'est admise sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur (déclaration du sous-traitant). En cas d'accord de ce dernier, la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les prestations sous-traitées.
- ✓ Le titulaire s'engage à mettre à disposition des personnels qualifiés. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ne serait pas satisfait du comportement ou de la compétence d'un technicien, il sera demandé au titulaire du marché de le remplacer immédiatement.

5.3 CONTROLE DES PRESTATIONS

Chaque année, l'UGECAM PACA ET CORSE se réserve le droit de faire vérifier, par un organisme de contrôle de son choix, les opérations d'entretien préventif réalisées par le titulaire.

Le titulaire mettra à disposition un technicien pour assister l'organisme de contrôle durant les opérations de vérification. La durée est de 2 jours, pour chaque département.

Le résultat de ces vérifications sera adressé au titulaire du présent marché par l'UGECAM PACA ET CORSE.

A réception des rapports établis à l'issue de chaque vérification par l'organisme de contrôle, le titulaire aura l'obligation de remédier aux éventuels défauts d'entretien constatés dans un délai d'un mois. Le titulaire devra rendre compte par écrit à l'UGECAM PACA ET CORSE de la date et de la nature des prestations réalisées.

Le paiement de la facture sera suspendu jusqu'à réalisation des prestations d'entretien ou de remise en état incombant au titulaire. Toute contestation sera réglée selon les dispositions en vigueur.

A la demande du responsable technique de l'UGECAM PACA ET CORSE s'il le juge nécessaire, dans le même délai, le titulaire devra faire constater à ses frais, par l'organisme désigné par l'UGECAM PACA ET CORSE, que toutes les prestations ont bien été réalisées.